



Le gouvernement veut mettre en place une gestion de type privé dans la fonction publique. De telles mesures, si elles venaient à être votées, représenteraient un recul social sans précédent et seraient lourdes de conséquences pour les personnels et leur famille.

Mobilisons-nous pour montrer l'attachement des agents à la Fonction publique. Un préavis de grève couvre la journée du 10 juin, ainsi que les nuits en amont et en aval.

JOURNEE D'ACTION DU 10 JUIN

Se mobiliser

pour défendre la Fonction publique

Le projet de loi sur la mobilité sera examiné en urgence par l'Assemblée Nationale, avant fin juin. Celui-ci porte en lui de graves attaques sur les personnels et les services de la Fonction Publique. Il remet en cause directement les garanties statutaires dont nous disposons.

CORVEABLES A MERCI !

Ce projet de loi s'intègre pleinement dans une politique générale de recul du service public, de l'emploi et des garanties statutaires.

Cela pourrait se traduire par des mutations et déplacements forcés, des obligations de changement de travail, une remise en cause de la vie familiale.

FATALITE ?

Derrière ce projet de loi, un train entier de « réformes » est prévu pour cet été. Contradictoire pour un gouvernement qui entend agir dans le dialogue et la transparence. Sous couvert de modernité, il veut en fait appliquer de vieilles méthodes thatchériennes, dont les résultats catastrophiques sont pourtant connus de tous.

Toutes les confédérations syndicales se sont accordées pour rejeter massivement ce projet qui se résume à une casse pure et simple de la Fonction publique. L'expérience de nos voisins montre que l'utilisateur n'en sera nullement le bénéficiaire.

**Appel à la grève et aux manifestations
pour la journée d'action du 10 juin.**